



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

Canada



Rapport annuel sur les langues officielles 2011-2012

Volume 2

Résultats des institutions fédérales
Mise en œuvre de l'article 41
de la *Loi sur les langues officielles*



Mot de la ministre



Le gouvernement du Canada demeure engagé à promouvoir les deux langues officielles du Canada et à appuyer l'essor des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Les institutions fédérales posent des gestes concrets en ce sens et, en tant que ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, je suis fier de présenter leurs réalisations au cours de l'exercice 2011-2012.

Le *Rapport annuel sur les langues officielles* de cette année marque le début d'un cycle de trois ans durant lequel, pour la première fois, toutes les institutions fédérales seront appelées à rendre compte des résultats de leurs interventions. En cette première année, plus de 80 institutions ont soumis un rapport des mesures qu'elles ont prises pour favoriser la vitalité du français et de l'anglais au pays et, à la fin du cycle de trois ans, quelque 170 institutions auront remis leur rapport. Grâce à cette approche élargie, je serai en mesure de dresser un portrait complet de ce que fait notre gouvernement pour appuyer les langues officielles et les communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Je vous invite à prendre connaissance de ce rapport, dont le premier volume est consacré aux résultats obtenus dans le cadre des Programmes d'appui aux langues officielles du ministère du Patrimoine canadien. Le second et présent volume porte quant à lui sur les réalisations des institutions fédérales. Dans son ensemble, ce rapport témoigne de l'engagement sans équivoque de notre gouvernement lorsqu'il est question de mettre en valeur le français et l'anglais, les deux langues officielles de notre pays, parties intégrantes de notre histoire et notre identité nationale.

L'honorable Shelly Glover, C.P., députée

Table des matières

Une coordination accrue pour Patrimoine canadien	2
Renouvellement de l'approche de coordination interministérielle	2
Plus de réseautage et de coordination, partout au pays	3
Développement économique : des acteurs mobilisés autour de défis communs	5
Le développement économique, une priorité pour tout le monde	5
D'est en ouest, des initiatives ciblées, porteuses de résultats concrets	6
L'emploi, essentiel au développement des communautés	8
Des communautés ouvertes sur le monde	11
À retenir : des résultats tangibles et durables	12
Développement culturel : des engagements qui ont fait leurs preuves	14
D'une scène à l'autre	14
Sur tous les écrans	15
Mettre le patrimoine en valeur	15
Des partenariats de plus en plus variés	16
À retenir : une visibilité accrue	17
Justice : pour un accès élargi au système de justice dans la langue de son choix	18
Développement social : à la base de l'épanouissement	20
La santé, toujours une priorité	20
Mieux apprendre pour mieux réussir	21
Les langues officielles au quotidien	21
La recherche, pour préparer l'avenir	23
À retenir : une meilleure qualité de vie	23
Conclusion : des progrès sur tous les fronts grâce à des partenariats fructueux	24
Annexe 1 - Institutions appelées à soumettre un rapport en 2011-2012	25
Annexe 2 - Liste des abréviations et des acronymes	27

Une coordination accrue pour Patrimoine canadien

L'année 2011-2012 a été marquée par des changements importants dans la façon dont Patrimoine canadien (PCH)¹ coordonne l'engagement fédéral à l'égard de la promotion de l'anglais et du français dans la société canadienne et du développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM).

Toutes les institutions fédérales doivent contribuer à la réalisation de cet engagement, et, en vertu de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* (LLO), PCH est responsable de susciter et d'encourager une approche concertée entre les institutions fédérales à cet égard. Pour ce faire, le Ministère encadre, conseille et appuie l'ensemble des institutions fédérales au moyen, entre autres, d'activités de sensibilisation, de coordination et de réseautage, de divers outils incluant une page GCPEDIA et une communauté de pratique virtuelle, le Portail 41.

Renouvellement de l'approche de coordination interministérielle

Le Ministère a renouvelé son approche de coordination interministérielle de façon à mieux exercer son mandat et à suivre de près l'évolution du dossier des langues officielles. Cette approche vise maintenant l'ensemble des institutions fédérales, mais est adaptée en fonction de leur mandat et de leur potentiel de contribution à la promotion des langues officielles dans la société canadienne et au développement des communautés. Dans une lettre adressée à ses homologues en janvier 2012, le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles a rappelé à toutes les institutions fédérales leurs obligations quant à la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO et les a informées du fait qu'elles doivent dorénavant toutes rendre compte de leurs résultats, au moins une fois sur un cycle de trois ans. Par ailleurs, le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT), responsable des parties IV, V et VI de la LLO, et PCH ont arrimé leur processus de collecte de données en langues officielles afin de favoriser une mise en œuvre plus cohérente de l'ensemble de la LLO.

Il était important pour le Ministère d'adopter une approche réaliste et cohérente, de façon à répondre aux attentes des CLOSM et à respecter les obligations du gouvernement, tout en tenant compte de la réalité des institutions fédérales. Les institutions et des représentants communautaires ont donc été consultés dans le cadre de l'élaboration de cette nouvelle approche. La collaboration avec le SCT permet de faciliter le travail de collecte de données, tout en favorisant une mise en œuvre plus cohérente des différents aspects de la LLO dans chacune des institutions fédérales.

PCH offre également son appui à des institutions qui n'avaient jamais eu à lui faire rapport. Il a notamment diffusé un outil de réflexion qui permet aux institutions fédérales d'explorer les diverses façons d'optimiser leur contribution à la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO, en fonction de leur mandat.

Ainsi, pour la première fois cette année, pas moins de 85 institutions fédérales (liste jointe en annexe) étaient appelées à soumettre à PCH un bilan de leurs interventions. Ce premier exercice a fait ressortir l'existence d'un grand nombre d'interventions pertinentes au développement des CLOSM et à la promotion du français et de l'anglais, jusqu'à présent méconnues. C'est notamment le cas du plan d'action mis en œuvre par Ressources naturelles Canada (voir encadré p. 9) ou des initiatives d'Anciens combattants Canada à l'Île-du-Prince-Édouard (voir p. 22).

¹ Le lecteur trouvera en annexe une liste des abréviations et des acronymes utilisés dans ce texte.

Cette nouvelle façon de procéder est également en lien avec les attentes actuelles des CLOSM, les observations du Commissaire aux langues officielles et des comités des langues officielles de la Chambre des communes et du Sénat quant à une application plus cohérente de la LLO.

Plus de réseautage et de coordination, partout au pays

Tant au niveau national que dans les régions, PCH a continué de faciliter des discussions entre de nombreuses institutions fédérales en animant des réseaux voués à la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO (rencontres de formation ou d'information, échange de bonnes pratiques, etc.). Le Ministère a également créé des occasions de dialogue entre les CLOSM et les institutions fédérales.

En 2011-2012, le Ministère a mis un accent particulier sur l'appui des institutions fédérales aux communautés d'expression anglaise du Québec (CEAQ). En avril 2011, il a organisé une rencontre des coordonnateurs nationaux et régionaux des institutions fédérales présentes au Québec afin de mieux cerner les enjeux de mise en œuvre de la LLO dans cette province. Par la suite, en juin 2011, ces coordonnateurs ont rencontré des représentants de divers organismes représentant l'ensemble des communautés d'expression anglaise du Québec pour échanger sur divers enjeux et mieux cibler les actions communes à mener. Les organismes des communautés se sont dits très satisfaits de cette occasion de réseautage et de sensibilisation à leurs réalités et défis. Un tableau de suivi des mesures prises par les institutions fédérales pour appuyer les CEAQ a été transmis aux organismes communautaires afin de permettre aux différents partenaires de donner suite aux pistes de collaboration identifiées.

Cette démarche de rapprochement a notamment eu pour effet d'intéresser de nouvelles institutions à se joindre au Groupe de travail sur les arts, la culture et le patrimoine avec les CEAQ. En 2011-2012, PCH a organisé la deuxième rencontre de ce groupe. Y ont participé 40 représentants d'institutions fédérales clés et d'importantes disciplines artistiques représentées par le English Language Arts Network, un organisme de service aux artistes anglophones de toutes les disciplines et régions du Québec. Les discussions ont porté sur la promotion de la culture d'expression anglaise dans le marché québécois majoritairement francophone et dans l'ensemble du marché canadien, sur la création d'auditoires pour les produits culturels des CEAQ, ainsi que sur la contribution de la culture à la croissance économique.

Du côté des communautés francophones, PCH a continué d'animer des groupes de travail interministériels en culture, notamment dans les domaines du théâtre, de l'édition, de la chanson et de la musique. Ces groupes se composent de membres des communautés francophones et de représentants d'institutions fédérales œuvrant dans le domaine de la culture. Le Ministère joue un rôle de leader en rassemblant les intervenants pour échanger sur les enjeux et dégager des pistes de collaboration.

Le rôle de concertation interministérielle s'étend également aux bureaux provinciaux et territoriaux de PCH. Dans chacun de ces bureaux, un responsable de la concertation interministérielle veille à créer la meilleure synergie possible entre les CLOSM et les institutions fédérales présentes dans la province ou le territoire. Les bureaux régionaux du Ministère collaborent à l'organisation de rencontres interministérielles sectorielles et régionales.

PCH a aussi mis sur le fait que le gouvernement de la Saskatchewan a déclaré l'année 2012 « Année des Fransaskois » pour intensifier le dialogue entre les institutions fédérales présentes en Saskatchewan et la communauté fransaskoise. Avec le concours du Comité des leaders des langues officielles du Conseil fédéral de la Saskatchewan et du Réseau interministériel des coordonnateurs des langues officielles, il a organisé diverses rencontres visant à rapprocher les institutions et la communauté. Certaines institutions ont profité de l'occasion pour sensibiliser leur personnel à la réalité des Fransaskois, alors que d'autres ont participé directement à des activités de la communauté ou ont contribué à la promotion de l'Année des Fransaskois selon leur mandat et selon leurs moyens.

En Atlantique, le Ministère a encouragé la formation du « Groupe des sept », un groupe composé de hauts fonctionnaires de Pêches et Océans Canada, de Santé Canada, de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), de Transports Canada, de Service Canada, de Service correctionnel du Canada et de PCH. Ce groupe a mis de l'avant le concept du prêt de service d'employés fédéraux aux organismes communautaires comme moyen d'appui concret aux CLOSM. La promotion du concept à peine entamée, une fonctionnaire fédérale avait déjà travaillé plusieurs mois au sein de la Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse, ce qui lui a donné l'occasion de perfectionner sa deuxième langue officielle tout en contribuant aux activités de l'organisme.

Grâce à PCH, le comité organisateur du Congrès mondial acadien 2014 n'a eu à présenter qu'une seule demande de financement aux diverses agences : l'APECA et Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC). PCH a également organisé ou appuyé l'organisation de forums réunissant des représentants d'institutions fédérales et d'organismes des CLOSM en Alberta, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador.

L'importante participation des institutions fédérales aux activités interministérielles organisées en région et au niveau national témoigne de l'engagement réel de ces institutions auprès des intervenants communautaires œuvrant dans le domaine d'activités relié à leur mandat. Ces activités permettent à PCH d'identifier de nouvelles possibilités d'arrimage entre les priorités communautaires et les mandats et activités des institutions fédérales et de fournir des conseils aux institutions fédérales à cet effet.

Développement économique : des acteurs mobilisés autour de défis communs

Les institutions fédérales à vocation économique étaient nombreuses à devoir faire rapport en cette première année du nouveau cycle de reddition de compte. Leurs contributions confirment que, plus que jamais cette année, les enjeux liés au développement économique des CLOSM ont mobilisé un éventail toujours plus large d'acteurs. De plus en plus, les représentants des institutions fédérales, des gouvernements des provinces et des territoires, des communautés elles-mêmes et des milieux d'affaires se retrouvent à une même table pour relever ensemble des défis communs.

Plusieurs des initiatives qui ont donné des résultats particulièrement intéressants ont été financées par le biais du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC). En 2011-2012, 12,9 millions de dollars ont été versés à des organismes sans but lucratif qui représentent les intérêts des CLOSM et qui sont en mesure d'assurer un leadership en matière de développement des ressources humaines et de développement économique, dans leur province ou territoire. Ces organismes font partie de deux grands réseaux : le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE), composé d'un organisme coordonnateur national (RDÉE Canada) et de 12 organismes provinciaux ou territoriaux qui représentent les communautés francophones et acadiennes, et la Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC), dont les neuf comités appuient l'ensemble des communautés d'expression anglaise du Québec.

D'autres initiatives ont pu voir le jour grâce à l'Initiative de développement économique (voir encadré p. 6), mise en place par Industrie Canada et les agences de développement régional.

Dans les pages qui suivent, ces nombreuses activités ont été regroupées en trois catégories : les projets de développement économique, ceux liés à l'employabilité et ceux qui témoignent de l'ouverture des communautés sur le monde.

Le développement économique, une priorité pour tout le monde

En 2011-2012, plusieurs institutions fédérales ont travaillé à l'échelle nationale pour créer des conditions propices au développement économique des CLOSM. Ainsi, RHDCC a ajouté un volet sur les communautés de langue officielle à son Plan ministériel de relations avec les intervenants. Ce Ministère a aussi conçu une trousse d'outils à l'intention des régions : ces dernières l'utilisent dans le cadre des activités continues de mobilisation menées auprès des organismes qui représentent les CLOSM, à l'échelle provinciale et régionale. Ces mesures ont bonifié le cadre structuré et intégré adopté par le Ministère, amélioré ses processus de consultation et accru le partage des informations sur l'évolution des enjeux liés aux CLOSM.

L'Initiative de développement économique

Bon nombre des projets de développement économique actuellement mis en œuvre au sein des CLOSM sont appuyés par l'Initiative de développement économique (IDE). L'IDE est l'un des 32 grands programmes ou initiatives inclus dans la *Feuille de route pour la dualité linguistique 2008-2013 : Agir pour l'avenir*. Pilotée par Industrie Canada et les agences de développement régional *, elle a permis des investissements de plus de 7,5 millions de dollars en 2011-2012.

Les projets appuyés par l'IDE ciblent deux catégories d'activités :

- les exercices de planification stratégique communautaire qui renforcent l'assise économique et la compétitivité des communautés et des petites et moyennes entreprises (PME);
- les activités de développement économique et commercial qui répondent aux besoins des communautés et stimulent leur croissance économique, dans des secteurs comme le tourisme, la culture, le savoir et la fabrication. Dans ce contexte, les stages pour les jeunes sont aussi une priorité.

* Outre DEC et l'APECA citées précédemment, le groupe comprend l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor), l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev Ontario), Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) et l'Initiative fédérale du développement économique pour le Nord de l'Ontario (FedNor).

Dans un tout autre domaine, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (Industrie Canada) a poursuivi son vaste projet de traduction de 34 000 brevets valides, qu'il veut rendre disponibles dans les deux langues officielles à tous ses clients au Canada et à l'étranger. De leur côté, tant la Commission canadienne des grains qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) ont accordé une attention particulière à leur participation à des foires, festivals et autres conférences ou salons impliquant des communautés agricoles francophones en situation minoritaire. Financement agricole Canada a fait de même avec les ateliers d'apprentissage qu'elle a offerts dans les communautés à travers le pays : les communautés francophones de la région de Falher, une ville du nord de l'Alberta, ont ainsi eu accès à un atelier en français sur le transfert d'une ferme familiale d'une génération à une autre. À Shawville, au Québec, ce sont les communautés d'expression anglaise qui ont pu assister à une formation dans leur langue sur l'utilisation des états financiers et des ratios pour analyser le rendement d'une exploitation agricole.

AAC a développé un partenariat avec les deux associations nationales du secteur coopératif canadien, soit l'Association des coopératives du Canada et le Conseil canadien de la coopération et de la mutualité, pour mettre en ligne un site internet bilingue rassemblant l'information relative à l'Année internationale des coopératives.

La Monnaie royale canadienne a elle aussi approfondi son approche en matière de langues officielles en tenant une réunion de formation à l'intention de ses cadres en marketing, qui jouent un rôle clé dans l'identification et la priorisation des activités de promotion de l'institution, pour les sensibiliser aux occasions et aux enjeux liés à la mise en œuvre de la LLO.

D'est en ouest, des initiatives ciblées, porteuses de résultats concrets

Plusieurs initiatives visaient différentes régions. L'APECA a financé un projet panatlantique sur l'économie du savoir mis en œuvre par l'Université Sainte-Anne en Nouvelle-Écosse et le regroupement des RDÉE de l'Atlantique. Le projet a notamment permis d'évaluer les défis et les besoins du milieu, d'informer les entrepreneurs francophones lors d'un forum intitulé *Atlantique branché : À la conquête du savoir*, et

Développement économique

d'élaborer une boîte à outils en ligne pour l'échange de connaissances entre les entrepreneurs et les praticiens en développement économique.

Au Québec, Industrie Canada, en plus de tenir des dialogues réguliers avec les CLOSM, a appuyé une initiative de recherche émanant de son comité de suivi avec la communauté anglophone. En collaboration avec le Réseau de recherche sur les communautés québécoises d'expression anglaise, le Ministère a initié une recherche intitulée *The Creative Economy and the English Speaking Communities in Quebec*. Ce projet a notamment permis aux communautés d'analyser et de partager leurs points de vue sur le rôle actuel et potentiel de l'économie créative dans leur développement.

D'autres institutions fédérales ont multiplié les initiatives à l'intention des communautés d'expression anglaise. En novembre, un partenariat a été conclu entre la CEDEC et le Bureau des petites et moyennes entreprises de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), afin de renforcer l'action du Bureau auprès de ces communautés. Cet accord a permis une diffusion accrue d'informations sur la manière de faire affaire avec le gouvernement du Canada, la prestation d'ateliers adaptés et de séminaires, de même que la tenue d'un forum d'échanges pour entrepreneurs, pour un total de 54 activités bilingues et de 56 activités en anglais qui ont rejoint tout près de 2 000 personnes. AAC a aidé la Coasters Association, qui regroupe 16 communautés de la Basse Côte-Nord, à réviser sa planification stratégique 2012-2013 et à identifier des sources d'outils, d'expertise ou de financement potentielles. Le Ministère a aussi offert une aide financière qui a permis le démarrage d'un projet de diversification économique dans le secteur des produits forestiers non ligneux et la création d'une coopérative de solidarité de bioproduits de la Basse-Côte-Nord.

Au chapitre de la promotion de la dualité linguistique, DEC a conclu des ententes de contribution avec 96 organismes non gouvernementaux présents dans les différentes régions du Québec : leur engagement à offrir leurs services dans les deux langues officielles leur permet notamment de mieux rejoindre les entreprises anglophones, sur tout le territoire. L'Agence a ainsi participé activement aux travaux de planification stratégique du Comité Québec multilingue de la Chambre de commerce et d'industrie de Québec, qui regroupe de nombreux acteurs régionaux des milieux d'affaires, du secteur de l'éducation et du développement économique et de la main-d'œuvre. Ce comité a notamment décidé d'aider les entreprises de la région à devenir plus concurrentielles en leur facilitant l'accès à des ressources humaines compétentes en anglais et en français.

Au cours de l'année 2011-2012, Industrie Canada / FedNor a réparti un total de 1 463 000 \$ entre plusieurs projets lancés sous l'égide de l'IDE qui contribuent à la croissance économique dans les communautés francophones du Nord de l'Ontario. L'évaluation de mi-parcours de l'IDE de FedNor a fait ressortir que la majorité des projets ont, de façon immédiate, permis le développement de nouvelles expertises au sein des communautés, le développement d'outils et la création de produits et de services nouveaux et diversifiés. L'analyse des résultats intermédiaires de 16 projets a par ailleurs démontré qu'ils ont permis de renforcer les capacités au sein de 61 communautés et de 39 entreprises.

Ailleurs dans la province, l'appui financier consenti par FedDev Ontario à la Cité collégiale a débouché sur la signature de diverses ententes de partenariat entre cette dernière et 11 PME de l'Est ontarien. Ces ententes ont permis la réalisation de recherches appliquées, la conception et la mise au point technique de produits et de processus, et l'essai et la certification de produits. C'est notamment dans le cadre d'une de ces ententes que la Cité collégiale et la ferme laitière Lanidrac, qui se trouve à Ste-Anne-de-Prescott en Ontario, ont étudié le potentiel d'utilisation de diverses matières premières avec la technologie de biodigestion de la ferme.

FedDev Ontario a également signé une entente avec le RDÉE Ontario pour appuyer l'embauche de quatre personnes-ressources qui offrent désormais des conseils professionnels et de la formation aux PME dans les collectivités francophones où ces services n'étaient pas encore disponibles. On estime que 1 500 entrepreneurs seront interpellés par cette initiative. Le même programme a permis à FedDev Ontario de doter la Fondation franco-ontarienne d'un fonds en vue du développement d'un programme de microcrédit pour des entrepreneurs francophones du Sud de la province, et tout particulièrement ceux issus de l'immigration. Ce fonds devrait aider à créer quelque 300 nouvelles entreprises au cours des

Développement économique

prochaines années. Le projet n'aurait d'ailleurs pas pu voir le jour sans la participation de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), qui investit pour sa part dans la formation des entrepreneurs immigrants.

Enfin, dans l'Ouest du pays, DEO a renouvelé son soutien financier aux quatre organismes francophones à vocation économique intégrés à son Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien. Des protocoles d'entente ont aussi été établis entre ces organismes et les autres membres du Réseau pour assurer des services équitables aux membres des CLOSM. En 2011-2012, les quatre organismes ont fourni 1 470 services consultatifs et offert 149 séances de formation à plus de 1 740 participants. Ils ont également appuyé la création ou le soutien de 345 entreprises qui, à leur tour, ont créé ou maintenu 640 emplois. Les organismes ont en outre participé à des missions commerciales internationales qui ont abouti au déménagement dans l'Ouest du Canada d'un certain nombre d'entreprises et l'arrivée de personnes venant de France et d'autres pays de la Francophonie.

L'emploi, essentiel au développement des communautés

Parmi les institutions fédérales qui soutiennent l'employabilité et la création d'emplois au sein des CLOSM, RHDCC joue un rôle de tout premier plan.

En 2011-2012, ce Ministère a appuyé financièrement diverses initiatives mises en place dans le cadre de programmes établis de longue date comme la Stratégie emploi jeunesse, le Fonds d'habilitation ou les ententes multipartites impliquant d'autres partenaires fédéraux ou provinciaux. Ainsi,

- dans le cadre du programme Objectif Carrière, RHDCC a fourni un financement à la Fédération de la jeunesse canadienne-française, qui a offert des expériences de travail dans des organismes locaux de CLOSM à 35 jeunes qui poursuivaient des études postsecondaires en français. Vingt-quatre d'entre eux ont obtenu un emploi dans la communauté à la fin de leur expérience de travail.
- En Saskatchewan, dans le cadre du Programme Connexion compétences et en collaboration avec l'Assemblée communautaire fransaskoise, 24 jeunes francophones sans emploi de Regina et de Saskatoon ont reçu de l'aide (évaluation de compétences, plan de formation, acquisition d'expérience professionnelle) afin de favoriser leur transition vers le marché du travail.
- Un financement octroyé au Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba, dans le cadre du même programme, a permis à 50 francophones d'avoir accès à des programmes d'emploi en français, ce qui a facilité leur intégration au marché du travail.

De plus, grâce à l'appui du Ministère et d'une diversité de partenaires des secteurs gouvernementaux, privé et sans but lucratif, quelque 300 nouvelles activités en matière de développement économique et de ressources humaines ont démarré en 2011-2012, au sein de communautés à travers le pays. Pour ne citer que deux exemples, en Colombie-Britannique, Femmes d'affaires en mouvement a offert des outils de renforcement des compétences en affaires à plus de 50 femmes francophones et francophiles. En Ontario, 88 nouveaux arrivants francophones ont pu se trouver du travail grâce au programme La Bonne affaire du RDÉE Ontario. Cette initiative mise à la fois sur la sensibilisation des employeurs, propriétaires de PME du Nord, de l'Est et du Sud-Ouest de la province, et sur la préparation des candidats (rédaction de curriculum, présentation en entrevue), auxquels on a aussi offert des occasions de réseautage avec les employeurs potentiels.

Dans la région de l'Atlantique, toujours grâce à RHDCC, 86 jeunes francophones des communautés en situation minoritaire ont participé à des projets visant l'amélioration des compétences ou l'acquisition d'expérience pour les préparer à intégrer le marché du travail. Dans le contexte de ses dialogues nourris avec les CLOSM, Pêches et Océans Canada a aussi appuyé leur développement en participant à des journées d'orientation et de carrières. Pour la deuxième année consécutive, des représentants de Terre-Neuve-et-Labrador ont pris part à la Journée d'orientation et carrière organisée à l'intention des CLOSM

Développement économique

par le RDÉE Terre-Neuve-et-Labrador. Cette présence s'ajoute à des initiatives similaires réalisées par le Ministère à Miramichi, au Nouveau-Brunswick, ainsi qu'à Arichat, à Kentville et dans la municipalité régionale de Halifax, en Nouvelle-Écosse : ces foires sont autant d'occasions pour les représentants régionaux de Pêches et Océans Canada de faire valoir la vaste gamme de carrières possibles au sein du Ministère et de la Garde côtière canadienne.

D'autres institutions fédérales ont également joué un rôle particulièrement actif dans le domaine de l'employabilité des membres des CLOSM. Plusieurs projets ont été rendus possibles grâce à l'IDE. L'appui offert par DEO au Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba est l'un des nombreux exemples de ces initiatives structurantes : en 2011-2012, cet appui a notamment permis à trois municipalités de développer un plan Vision de croissance à long terme, tandis que 48 personnes ont reçu une formation bilingue sur des sujets comme le démarrage d'entreprise, l'utilisation des médias sociaux et l'import/export. Une attention particulière avait été accordée aux jeunes et aux nouveaux arrivants afin d'accroître le nombre d'activités entrepreneuriales au sein de ces groupes : neuf entreprises ont été créées par des jeunes, et deux par des francophones récemment arrivés au pays.

En Ontario, la Banque de développement du Canada (BDC) a collaboré avec l'organisme à but non lucratif La Passerelle, qui aide notamment les entrepreneurs francophones nouvellement arrivés au pays à se familiariser avec leur nouvel environnement : un gestionnaire de son bureau de Toronto a donné en français les divers modules de formation sur le cycle de vie d'une entreprise. Plusieurs participants ont pu par la suite bénéficier des services de consultation et de financement offerts par la BDC. De son côté, FedDev Ontario a approuvé une trentaine de projets, qui ont permis l'embauche de jeunes francophones pour la réalisation d'un large éventail d'initiatives, ainsi que le développement d'une station de radio communautaire à Penetanguishene, de services d'entreprises à London-Sarnia, et d'un programme de jeunes entrepreneurs pour les régions de Renfrew, Prescott-Russell et Stormont, Dundas et Glengarry en Ontario.

Ressources naturelles Canada privilégie une approche progressive et concrète

Ressources Naturelles Canada avait décidé en 2010-2011 de mieux structurer son approche en matière de langues officielles et de se doter d'un Plan d'action triennal. En 2011-2012, les premiers résultats concrets étaient déjà au rendez-vous.

Dès les premiers mois de l'année, un groupe de travail présidé par la co-championne des langues officielles du Ministère a entrepris de concevoir un cadre stratégique afin d'aborder les enjeux liés à la mise en œuvre de la partie VII de la LLO de façon intégrée et durable. Pour mieux cibler ses interventions, le Ministère a notamment élaboré une carte des communautés linguistiques minoritaires tributaires des ressources naturelles, en corrélation avec l'emplacement de ses bureaux régionaux.

Ce premier exercice a permis d'identifier la région de Sudbury, dont l'économie repose essentiellement sur les mines et les forêts, comme une cible appropriée pour réaliser un premier projet pilote. Les représentants du Ministère ont alors rencontré ceux de l'Association canadienne-française de l'Ontario du Grand Sudbury, de l'Université Laurentienne et du Collège Boréal. Ensemble, ils ont convenu que le Ministère saisiserait l'occasion qu'offre la Semaine de la Francophonie pour ouvrir les portes de certains de ses laboratoires aux élèves des écoles et aux étudiants des universités francophones de la région et encourager ainsi les jeunes à entreprendre des carrières scientifiques en français. Très rapidement, une initiative similaire a été menée en Colombie-Britannique, dans la région de Victoria. Fort du succès de ces projets, le Ministère a décidé de systématiser la tenue de telles portes ouvertes et encourage désormais ses laboratoires en région à promouvoir leurs activités auprès des communautés, par exemple dans le cadre d'événements tels que des semaines annuelles des mines ou des forêts.

Parallèlement, des contacts ont été pris avec les associations nationales auxquelles le Ministère a soumis son cadre stratégique, pour obtenir des commentaires et des suggestions. Ces échanges ont permis de confirmer l'intérêt pour des actions dans les domaines de la mobilisation de la science et du partage du savoir avec les différents intervenants clés du milieu (universités, chercheurs et industries). L'avenir scientifique s'annonce prometteur !

Développement économique

Toujours dans le sud de l'Ontario, un partenariat fructueux avec le Collège Boréal a permis à l'Agence des services frontaliers du Canada d'augmenter les compétences en langue seconde de son personnel, mais aussi de tisser de nouveaux liens avec les représentants des CLOSM en vue de les sensibiliser aux processus d'embauche et d'identifier d'éventuelles améliorations à apporter à ces processus pour mieux répondre à leur réalité.

Au Québec, Transports Canada a négocié avec l'Institut maritime du Québec, le seul à fournir une formation accréditée en marine marchande en français au pays, afin que 10 % des places soient réservées à des francophones de l'extérieur de la province – à condition qu'ils répondent aux critères de sélection établis par l'Institut. Enfin, le ministère de la Défense nationale a de son côté conclu une entente avec le gouvernement du Québec pour que les membres des familles de militaires anglophones de la base de Valcartier aient accès à des services d'emploi dans leur langue.

Dites YES!

Créée il y a presque 20 ans, la Youth Employment Services (YES) constitue désormais une référence incontournable pour tous les jeunes anglophones de Montréal qui cherchent un emploi ou veulent démarrer leur propre entreprise. Au fil des ans, YES a accru son offre de services : l'organisme cible tout particulièrement les jeunes de 16 à 35 ans. Un autre volet de ses activités cible les artistes qui veulent faire avancer leur carrière.

En 2011-2012, YES est l'un des nombreux organismes du Québec qui a pu bénéficier d'un financement de RHDCC. Grâce à cet appui, l'organisme a pu recruter 18 participants des communautés de langue anglaise et leur offrir 22 semaines d'expérience de travail dans leur champ d'études. Tout au long du projet, les jeunes ont pu bénéficier de services de mentorat et d'appui axés sur leurs plans et leurs objectifs professionnels.

Au cours des quatre dernières années, YES a offert des services en employabilité et en entrepreneuriat en anglais à plus de 8 000 clients au Québec, tout particulièrement à Montréal. Il compte plusieurs succès remarquables à son actif, notamment les studios de photo Magenta, une entreprise créée en 2002 qui emploie maintenant près de 250 personnes au Canada. L'entreprise de post-production Wave Generation, dont il a accompagné les débuts, compte aujourd'hui Ubisoft, Electronic Arts et Fisher Price parmi ses clients. Basé sur ces résultats, YES a reçu en 2011 un financement de DEC pour les régions du Québec pour mener une étude de faisabilité sur le développement régional de ses services entrepreneuriaux en anglais. Il s'agit de la première étape vers la mise en œuvre d'autres initiatives pilotes visant à offrir des services d'entrepreneuriat en anglais dans les régions et un plan stratégique de développement économique aux communautés anglophones du Québec.



Des communautés ouvertes sur le monde

Chaque année, les CLOSM s'ouvrent un peu plus sur le monde – et plusieurs institutions fédérales appuient leurs efforts.

Ainsi, Affaires étrangères et Commerce international Canada a profité du dialogue continu entre le Ministère et les communautés pour offrir à ces dernières une présentation détaillée de ses services. De son côté, le programme Investissement Canada - Initiative des communautés, qui encourage les investissements directs étrangers en appuyant des partenariats sans but lucratif et publics-privés au niveau local, a invité les communautés à déposer des demandes.

En 2011, une contribution consentie par FedNor au RDÉE Ontario a permis la participation de 30 PME et organismes à des ateliers sur les partenariat commerciaux. Dix de ces entreprises ont pris part à une mission économique dans le cadre de Futurallia 2011, un des grands rendez-vous internationaux des PME, qui a eu lieu à Kansas City, aux États-Unis. Sept nouveaux partenariats d'affaires sont nés de cette initiative, trois autres en sont sortis renforcés, environ 20 nouveaux emplois ont été créés et d'autres retombées sont à prévoir. Dans le même esprit, DEO a appuyé financièrement l'organisation à Winnipeg de l'édition 2012 de Centrallia, un forum mondial de la petite et moyenne entreprise, afin que les entrepreneurs des communautés francophones puissent y prendre une part active.

Dans l'Est du pays, l'APECA a notamment travaillé avec Traduction NB Translation pour la traduction d'outils promotionnels utilisés par les PME de la région atlantique. L'APECA a aussi appuyé un projet de formation linguistique de l'organisme SavoirSphère destiné aux dirigeants de PME francophones.

Comme en témoignent les initiatives présentées dans l'encadré de la page 13, les communautés francophones, ici appuyées par CIC, réussissent à attirer un nombre sans cesse croissant d'immigrants francophones qui veulent s'établir au Canada. Partout à travers le pays, les CLOSM ont aussi continué à se mobiliser en 2011-2012 pour accueillir les visiteurs étrangers de passage et tirer parti des importantes occasions de développement économique liées au tourisme.

Ici encore, des institutions fédérales ont joué un rôle structurant. En s'appuyant sur le réseau interministériel de l'IDE de la *Feuille de route pour la dualité linguistique 2008-2013 : Agir pour l'avenir*, Industrie Canada a produit un rapport qui détaille les enjeux et formule 11 recommandations précises concernant l'industrie touristique au sein des communautés de langue française en situation minoritaire; une démarche similaire a été entreprise par ce ministère en collaboration avec la Chaire de tourisme Transat de l'Université du Québec à Montréal, pour dresser un portrait des produits touristiques offerts dans les communautés d'expression anglaise du Québec. CanNor a poursuivi son appui à la Table de coopération des francophonies nordiques (Table 867) ainsi que son soutien au développement touristique et à la création d'un incubateur d'entreprises francophones. De son côté, la Commission canadienne du tourisme a soutenu le Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest en lui fournissant des données de recherche sur le marché touristique de la France, ainsi que sur les tendances de voyage et les intérêts des consommateurs de ce marché.

Dans l'Est du pays, l'APECA a appuyé le Cupids Legacy Centre de Terre-Neuve-et-Labrador dans le développement d'une application de traduction pour téléphone intelligent destinée aux touristes francophones. Dans l'Ouest, DEO a soutenu une initiative similaire du Conseil de développement économique de l'Alberta, qui a développé une application pour promouvoir les attractions et les entreprises touristiques francophones dans l'Ouest canadien. Cette initiative s'est ajoutée à celles menées conjointement par d'autres institutions (RHDC, PCH) afin de développer le Corridor touristique francophone de l'Ouest.



Développement économique

Enfin, VIA Rail a continué à nourrir le dialogue avec les CLOSM partout au Canada. Les entreprises des communautés peuvent faire connaître leurs produits et services aux clients de VIA Rail par le biais du site Internet de l'organisation. Celle-ci fait aussi régulièrement la promotion d'artistes issus de ces communautés dans la revue *VIA Destination*, distribuée dans tous ses trains. En 2011-2012, VIA Rail a travaillé en partenariat avec l'Office national du film en appui aux jeunes francophones de l'Alberta qui participent au concours Engage-toi : d'est en ouest, filme ton monde et fais une différence.

À retenir : des résultats tangibles et durables

Le développement économique est une priorité de longue date des CLOSM et leur appel a été entendu. Il est clair en 2011-2012 que les programmes à long terme, notamment ceux mis en œuvre sous l'égide du Fonds d'habilitation et de l'IDE, permettent aux communautés de renforcer leurs capacités et de s'approprier des outils structurants pour prendre en main leur propre développement.

Les impacts de cette évolution sont visibles partout. Qu'il s'agisse de mener des réflexions stratégiques, d'identifier de nouvelles sources de financement, de créer ou de consolider des entreprises, les communautés et leurs gens d'affaires sont à pied d'œuvre. Les résultats de leurs efforts sont quantifiés, qu'il s'agisse des montants des investissements, du nombre d'entreprises créées, du nombre de jeunes formés et rendus aptes à s'intégrer au marché du travail, du nombre d'emplois consolidés ou nouvellement créés. Des chiffres parfois modestes représentent souvent un développement crucial dans des petites villes et des villages en quête d'un nouvel essor.

Le Rapport 2011-2012 est aussi révélateur de la capacité accrue des communautés à diversifier leurs partenariats et à tirer parti des occasions nouvelles qui s'offrent à elles dans toutes sortes de domaines. Elles investissent peu à peu les marchés internationaux. Elles apprennent à se mettre en valeur et acquièrent de nouveaux outils qui les aident à se positionner comme des destinations touristiques recherchées. Plus encore, un nombre croissant d'entre elles attirent et accueillent des francophones venus d'ailleurs, qui veulent vivre au Canada et misent eux aussi sur le long terme.

CIC et les communautés francophones en situation minoritaire

Au cours des dernières années, les relations partenariales que CIC a développées avec les communautés francophones en situation minoritaire ont contribué à faire augmenter, parfois de façon importante, le nombre d'immigrants francophones qui s'y établissent.

Grâce à CIC, 13 réseaux en immigration francophone rassemblent aujourd'hui quelque 250 partenaires, dans neuf provinces et deux territoires. Le Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire mis en œuvre sous l'égide du Comité directeur CIC-Communautés francophones en situation minoritaire viendra à échéance en 2013. Pour préparer la suite des choses, CIC de concert avec le projet Métropolis, a consacré la 34^e Conversation Métropolis à une série d'échanges sur la nécessité et la pertinence d'un nouveau plan stratégique et sur son intégration aux différentes initiatives liées à la mise en œuvre de la LLO. L'événement, qui avait lieu le 25 janvier 2012, a permis à une vingtaine de partenaires issus des milieux gouvernementaux, de la recherche et des communautés de faire le point sur les réussites, les enjeux et les leçons à retenir des activités des dernières années. Leurs constats et leurs recommandations nourriront les réflexions et la prise de décisions des responsables de ce dossier essentiel pour la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire.

Les démarches de CIC ont associé les communautés francophones, sous l'égide de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (FCFA), aux éditions de Destination Canada. En 2011, cet événement de promotion et de recrutement d'immigrants tenu à Paris et à Bruxelles avait lieu du 15 au 19 novembre. Grâce aux efforts combinés de plusieurs partenaires, dont la FCFA et les réseaux en immigration francophone animés par CIC, les communautés ont participé à Destination Canada 2011 munies de plus de 1 500 offres d'emplois. Sur place, en plus de faire la promotion d'une francophonie qui s'étend d'un bout à l'autre du pays lors de séances plénières, devant quelque 2 500 personnes, la FCFA a donné des informations sur les services d'accueil et d'intégration en français à plus de 300 candidats à l'immigration qui se sont présentés à son kiosque. CIC a également optimisé les chances de voir ces premiers contacts se concrétiser rapidement en mettant en place des mécanismes rapides de traitement des demandes d'immigration, en collaboration avec Service Canada.

Développement culturel : des engagements qui ont fait leurs preuves

Les représentants des milieux culturels et artistiques des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire s'entendent : des progrès importants ont été accomplis dans ces domaines au fil des ans. La création par PCH de nouveaux programmes, notamment le Fonds de développement culturel, de même que la diversification des partenariats qui impliquent des institutions fédérales, provinciales et territoriales, des organismes issus des communautés et des acteurs du secteur privé sont autant de moyens de faire vibrer leur culture et de faire rayonner leurs productions, chez eux, ailleurs au Canada et à l'étranger.

D'une scène à l'autre

La musique continue à être au cœur de la vie des communautés et de leurs relations culturelles avec les Canadiens et le monde. En 2011-2012, Musicaction et FACTOR, qui administrent le Fonds de la musique du Canada ont alloué aux CLOSM environ 15 % du budget (3,7 millions de dollars) des volets Nouvelles œuvres musicales et Initiatives collectives du Fonds.

Après quatre ans d'existence, le succès du programme Vitrines musicales pour les artistes des CLOSM du Fonds de la musique du Canada ne se dément pas. En 2011-2012, 230 artistes issus de CLOSM se sont produits dans 687 vitrines musicales présentées lors d'événements d'envergure régionale, nationale et internationale, en plus de prendre part à plusieurs tournées. À titre de comparaison, en 2007-2008, seuls 40 artistes issus de CLOSM et appuyés par Musicaction et FACTOR avaient eu l'occasion de faire valoir leurs talents dans le cadre de 85 vitrines musicales. L'an dernier, ces participations ont permis à plusieurs artistes issus de CLOSM de conclure des ententes pour la production d'un album, pour l'organisation de tournées ici et à l'étranger et pour la participation à des festivals internationaux.

Grâce au volet Entrepreneurs de la musique du Fonds de la musique du Canada, Musicaction et FACTOR peuvent aussi appuyer des entreprises canadiennes d'enregistrement sonore qui contribuent au rayonnement de ces artistes : par exemple, Disque Audiogramme qui représente Damien Robitaille, Dare To Care (Bonsound), avec qui travaillent Lisa LeBlanc et Radio Radio, Arts & Crafts, qui représente le groupe Stars, Secret City, la maison de disque de Patrick Watson, etc.

D'autres institutions à vocation culturelle jouent aussi un rôle important. En janvier 2012, dans la foulée d'une première rencontre au Festival en chanson de Petite-Vallée au Québec, une douzaine d'auteurs-compositeurs-interprètes, venus de partout au pays et de la Guadeloupe, ont profité d'une résidence et des services techniques offerts par le Centre national des Arts (CNA) pour monter un spectacle qui a été diffusé à la radio et à la télévision de Radio-Canada. En 2011-2012, le CNA a aussi souligné le 10^e anniversaire de artsvivants.ca, son site web éducatif sur les arts de la scène. Très fréquenté par les membres des CLOSM mais aussi immensément populaire à travers le monde, ses contenus constamment enrichis et ses trousseaux didactiques sont particulièrement prisés par les enseignants et leurs élèves. Enfin, le CNA a pris soin d'intégrer un volet acadien à sa tournée 2011 au Canada Atlantique : les jeunes participants aux deux matinées scolaires offertes à Gagetown et à Moncton ont été enchantés par le mariage des musiques classique et traditionnelle proposé par la contrebassiste de l'orchestre, Marjolaine Fournier, et la violoniste de tradition populaire, Samantha Robichaud.

Toujours dans le domaine des arts de la scène, grâce au Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts de PCH, l'Association des théâtres francophones du Canada, en collaboration avec l'École nationale de théâtre du Canada et le Banff Centre, a pu offrir un tout premier stage en formation

Développement culturel

continue. Pendant trois semaines, 17 praticiens venus de tous les coins du pays ont suivi des ateliers extrêmement stimulants sur les dramaturgies, les processus de création et le travail de la voix. Le Fonds de développement culturel de PCH a de son côté permis à la Société acadienne de Clare, en Nouvelle-Écosse, de faire renaître la troupe de théâtre Les Araignées du boui-boui, un fleuron de la vie culturelle régionale depuis trois décennies.

Sur tous les écrans

C'est au franco-ontarien Damien Robitaille que l'Office national du film du Canada a demandé de présenter les 24 courts et longs métrages d'Espace francophonie, sa nouvelle sélection en ligne d'œuvres produites un peu partout au pays qui ont toutes pour thème l'identité et la culture canadiennes-françaises. Destiné aux francophiles, Showcase Francophonie regroupe neuf de ces œuvres en version anglaise ou sous-titrées. Mises en ligne en novembre 2011, ces deux sélections aident un public toujours grandissant à découvrir la pluralité et la richesse des cinéastes francophones.

En 2011-2012, le Fonds des médias du Canada a été renouvelé en tant que programme continu. Il a permis d'investir environ 11,5 millions de dollars dans des productions en langue française à l'extérieur du Québec et environ 10 millions de dollars dans des projets en langue anglaise au Québec. Parmi ces productions, notons des dramatiques telles que la 5^e saison de *Belle-Baie* (Nouveau-Brunswick) ou la 2^e saison de *Les Bleus de Ramville* (Ontario).

Le 27 novembre 2012, le magazine Maclean's a identifié les Soirées cinéma sur la colline parlementaire, une initiative de Téléfilm Canada, comme l'un des cinq événements les plus importants pour les décideurs politiques à Ottawa. Ces soirées, très courues, permettent aux parlementaires et à des centaines d'autres invités de découvrir les plus récents joyaux de la cinématographie canadienne. En 2011-2012, l'initiative a notamment permis aux cinéphiles de découvrir des œuvres comme *Breakaway*, qui illustre avec humour un processus d'intégration culturelle par le biais de la pratique du hockey, et *Monsieur Lazhar*, du québécois Philippe Falardeau, qui a représenté le Canada dans la catégorie « meilleur film étranger » aux Oscars.

Pour renforcer ses capacités de prendre en compte le développement des CLOSM, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes s'est doté d'un outil d'analyse permettant de documenter et d'identifier rapidement les processus qui ont une incidence sur ces dernières en vue des rencontres du Conseil.

Mettre le patrimoine en valeur

En 2011-2012, le Conseil des Arts du Canada (CAC) a octroyé un total de 484 subventions à des artistes et à des organismes artistiques de CLOSM. Dans le domaine des lettres et de l'édition, la 2^e Foire nationale des droits de traduction, rendue possible grâce au CAC, a réuni 63 éditeurs canadiens afin de les aider à acheter et à vendre les droits de traduction de leurs livres.

En 2011, la Société du Musée canadien des civilisations a enrichi et renouvelé le site du Musée virtuel de la Nouvelle-France. La portée de l'exposition a été élargie, afin d'inclure toute la Nouvelle-France, de l'Acadie à la Louisiane en passant par le Canada et les Pays d'en Haut de la région des Grands Lacs. L'expérience virtuelle a été améliorée grâce à l'ajout de nouveaux contenus, tandis que des programmes pédagogiques et une navigation plus conviviale contribuent à mettre en valeur l'héritage et les legs de la Nouvelle-France.

À Terre-Neuve-et-Labrador, grâce au Fonds de développement culturel, l'Association régionale de la Côte Ouest a pu entreprendre un projet de découverte et de mise en valeur du patrimoine français et acadien et classer, numériser et mettre en ligne des riches archives composées de 500 entrevues

Développement culturel

réalisées entre les années 60 et les années 90. Les universités Memorial de Saint-John's et celle de Moncton au Nouveau-Brunswick ont aussi collaboré à l'initiative.

Au Québec, PCH, par le biais du Fonds du Canada pour les espaces culturels, a permis à la Coopérative de solidarité de la maison Fairbairn de rénover l'intérieur d'un immeuble historique de Wakefield, au Québec : on y présente des expositions sur le patrimoine de la vallée de la Gatineau, y compris sur l'histoire de l'établissement des communautés de langue anglaise. Pour sa part, l'émission Breakaway de la Canadian Broadcasting Corporation (Radio One Quebec) a diffusé toute l'année un segment hebdomadaire sur les défis que doivent relever les Québécois d'expression anglaise. L'émission s'est aussi associée à l'hebdomadaire estrien *The Record* et à la Townshippers' Association pour rendre hommage aux bénévoles des Cantons de l'Est.

2012, l'Année des Fransaskois

Les 28 et 29 février 1912, des représentants de la petite communauté francophone de la Saskatchewan s'étaient donné rendez-vous dans la municipalité de Duck Lake, où ils ont fondé l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan. En 1999, l'Association est devenue l'Assemblée communautaire fransaskoise et, pour souligner le 100^e anniversaire de sa fondation et pour reconnaître la contribution de la communauté fransaskoise au développement de la Saskatchewan, le gouvernement de la province a déclaré 2012 l'Année des Fransaskois.

Par l'entremise du Comité des leaders des langues officielles de la Saskatchewan et du Réseau interministériel des coordonnateurs des langues officielles, PCH a coordonné plusieurs rencontres avec les institutions fédérales de la Saskatchewan pour les sensibiliser à l'événement.

Dans le cadre de ses initiatives de célébration de la dualité linguistique au pays, Postes Canada a notamment émis un timbre mettant en vedette trois œuvres de Joe Fafard, un sculpteur fransaskois qui est né et a grandi dans la communauté francophone de Ste-Marthe-Rocanville.



Des partenariats de plus en plus variés

Chaque année, plusieurs institutions fédérales dont le mandat n'est pas culturel accordent néanmoins leur appui à de remarquables initiatives dans ce domaine. C'est ainsi qu'en 2011-2012, l'APECA a appuyé la création d'un système de billetterie électronique par le Conseil provincial des sociétés culturelles du Nouveau-Brunswick. Ce système permet au Conseil de mieux servir ses clients mais aussi d'augmenter et de diversifier les revenus de ses membres. La billetterie contribue aussi à une meilleure promotion des activités dans toutes les régions, à une vente accrue de billets, à une meilleure gestion des systèmes comptables et à une réduction des coûts d'exploitation. Les revenus sont réinvestis afin d'assurer la croissance et l'autosuffisance financière des membres.

À Toronto, la Société immobilière du Canada a collaboré avec Bibliothèque et Archives Canada et le Commissariat aux langues officielles pour présenter une exposition de caricatures illustrant avec humour et mordant les événements marquants qui ont jalonné l'histoire de la dualité linguistique du Canada, depuis l'adoption de la LLO. Du 1^{er} juin au 30 septembre 2011, des milliers de visiteurs de partout au pays et dans le monde ont pu voir l'exposition proposée dans le Centre d'accueil de la Tour du CN.

Se souvenir de la guerre de 1812

En vue des commémorations du bicentenaire de la guerre de 1812, le Secrétariat fédéral 1812 coordonné par PCH a collaboré avec des administrations municipales, des organismes communautaires et des groupes du secteur privé afin de s'assurer que les CLOSM soient au courant des projets en cours de développement et aient l'occasion de pleinement y participer.

Parmi les principaux partenaires du Secrétariat issus de ces communautés, on compte :

- Sept groupes régionaux représentant notamment les villes de Toronto, Hamilton, Kingston, Brockville et dix autres municipalités du sud de la province de l'Ontario;
- Un groupe régional du Québec qui inclut des membres des communautés de langue anglaise des municipalités de Lacolle, Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, Chambly et Saint-Jean-sur-Richelieu;
- Des représentants des communautés francophones de quatre municipalités du Nouveau-Brunswick (Fredericton, Edmunston, Madawaska et Perth-Andover);
- Un groupe régional de la ville de Saskatoon, en Saskatchewan.

L'appui financier du Secrétariat a permis à ces nombreux partenaires de planifier toute une panoplie d'activités (expositions, reconstitutions, etc.) visant à mieux faire connaître et comprendre cet épisode déterminant de notre histoire collective.

Enfin, dans le cadre de ses commandites commerciales, Air Canada a continué en 2011-2012 à appuyer des événements majeurs, comme le Festival franco-ontarien, les Rendez-vous de la francophonie et le Festival d'été francophone de Vancouver. Ces investissements permettent d'assurer le transport de grands noms de la culture francophone d'un bout à l'autre du pays et reflète l'importance que la compagnie accorde à la dualité linguistique canadienne.

À retenir : une visibilité accrue

Dans tous les domaines, les partenariats entre les institutions fédérales et les milieux culturels des CLOSM et les projets que ces concertations ont rendus possibles ont eu pour résultat immédiat une visibilité accrue des artistes et de leurs productions, à travers le Canada et aussi à l'étranger.

Les résultats atteints en 2011-2012 indiquent que c'est dans le domaine particulièrement dynamique de la musique que ces ouvertures sont pour l'instant les plus importantes, tant au sein des communautés francophones qu'anglophones en situation minoritaire. Que des auteurs, des compositeurs ou des interprètes qui atteignent les sommets des palmarès soient originaires d'une CLOSM n'étonne plus autant qu'avant.

Mais qu'il s'agisse de chanteurs ou d'acteurs, de films ou de séries télévisuelles ou encore d'artefacts patrimoniaux, c'est d'abord dans les communautés elles-mêmes que cette visibilité et la reconnaissance des talents et des richesses culturelles qu'elles recèlent ont le plus grand impact. Les programmes et les projets réalisés dans ces domaines en 2011-2012 les ont aidées à affermir leur voix et à contribuer toujours plus activement au vaste projet de création collective qu'est la culture canadienne.

Justice : pour un accès élargi au système de justice dans la langue de son choix

Le Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles, créé en 2003, est le principal outil par le biais duquel Justice Canada vise notamment à accroître la capacité des professionnels du système de justice à fournir leurs services dans les deux langues officielles. Il comprend aussi un mécanisme de consultation, un volet visant à encourager les jeunes Canadiens bilingues à faire carrière dans les domaines de la justice et un programme de subventions et de contributions. C'est dans ce contexte que Justice Canada soutient un projet d'Éducaloi, un organisme à but non lucratif qui informe les Québécois de leurs droits et obligations face à la loi. Au-delà d'une simple traduction de documents et d'outils existants, ce projet permet à l'organisme d'en adapter les contenus pour qu'ils tiennent compte des références culturelles des communautés de langue anglaise du Québec; de produire du matériel qui réponde à leurs besoins spécifiques; et de déployer des stratégies de diffusion qui utilisent les canaux privilégiés par ces communautés pour les rejoindre efficacement. Le Fonds pour la *Loi sur les contraventions* permet pour sa part de mettre en œuvre, en collaboration avec les provinces, les territoires et les municipalités, des mesures concrètes qui permettent l'utilisation du français et de l'anglais dans le cadre des procédures intentées en vertu de cette Loi.

En 2011-2012, Justice Canada a entrepris une importante collaboration avec le Campus St-Jean de l'Université de l'Alberta. Le projet comporte plusieurs volets, notamment un cours universitaire en français sur le système de justice canadien et sur les carrières en justice; une certification pour la formation linguistique; des cours destinés aux professionnels et visant le maintien des acquis linguistiques, de même que des camps d'été pour sensibiliser les jeunes aux carrières en justice. À titre de projet pilote, un centre de justice de proximité a également été créé, en partenariat avec des organismes anglophones, pour promouvoir l'accès à la justice en regroupant divers services d'information, de soutien et d'orientation juridique, en français et en anglais.

L'appui de Justice Canada a également permis au Centre canadien de français juridique, fondé à Winnipeg en 2010, de mettre en place en 2011-2012 de nouveaux programmes de formation et de perfectionnement juridique en français, notamment en droit pénal : ces services sont offerts aux intervenants publics et privés des systèmes judiciaires à travers le pays, à l'exception de l'Ontario et du Québec. Enfin, le Ministère a collaboré avec l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO) pour la création du portail d'information juridique CliquezJustice.ca. Destiné au grand public, ce site s'adresse tout particulièrement aux jeunes des niveaux primaire et secondaire et à leurs enseignants : il offre une information accessible sur les carrières en justice, le fonctionnement du système judiciaire et diverses questions de droit. La collaboration entre l'AJEFO et six autres associations de juristes francophones au sein de différentes provinces a permis de valider des renseignements provenant d'autres provinces. Grâce à cette démarche, les résidents francophones de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique peuvent maintenant aussi trouver sur ce site des informations pertinentes au cadre juridique de leur province.

Durant cette même période, plusieurs autres institutions fédérales responsables à divers titres de l'administration de la justice, ont aussi mené à bien divers projets. Comme chaque année, la Commission des libérations conditionnelles du Canada a organisé des activités au sein de CLOSM dans le cadre de la Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels : des ateliers de sensibilisation à l'abus et à la maltraitance des aînés ont été organisés avec des partenaires comme la Fédération des aînés franco-albertains ou le Regroupement des aînés et aînées de la Nouvelle-Écosse; d'autres initiatives, sur la sécurité des communautés et les enjeux liés à la violence contre les femmes ont été

Justice

réalisées avec le Centre des femmes francophones du Nord-Ouest de l'Ontario ou le Carrefour des femmes du Sud-Ouest de l'Ontario.

La Gendarmerie Royale du Canada (GRC) a mené, à l'échelle nationale, un sondage sur la satisfaction des membres des CLOSM vis-à-vis des services offerts, des partenariats existants, de la communication, etc. Une nouvelle table ronde GRC-communauté francophone a été établie dans la région du Nord-Ouest. En Saskatchewan et au Manitoba, où de telles structures ont été mises en place il y a quelques années, leurs membres ont entrepris d'examiner les plans d'action existants afin de mesurer les progrès accomplis et d'identifier de nouvelles initiatives prioritaires. La GRC s'est également dotée d'une trousse d'information à l'intention des nouveaux employés francophones et de leurs familles qui sont affectés dans des régions où ils doivent vivre dans leur deuxième langue officielle. Le contenu de ces trousse contribue à identifier rapidement les services et les programmes offerts au sein des CLOSM des environs.

Dans la région de l'Atlantique, un échange a permis à une employée de Service correctionnel Canada de travailler pendant dix semaines au sein de la Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse, dans le cadre du projet La violence, ça suffit! Les deux organisations ont alors appris à mieux se connaître, et l'employée a amélioré ses compétences orales en français.

Enfin, au terme d'un long processus entamé en 2006, la Commission canadienne des droits de la personne est intervenue devant la Cour Suprême du Canada dans une affaire complexe (Halifax (Regional Municipality) c. Nouvelle-Écosse (Human Rights Commission)), impliquant les droits à l'égalité et les droits à l'éducation dans la langue officielle première des communautés vivant en milieu minoritaire. La Commission a fait valoir devant le plus haut tribunal du pays que les droits de la personne peuvent être utilisés pour traiter les effets discriminatoires qui découlent de la formulation des autres lois. Cette cause a mené à une réforme corrective du financement des écoles de langue française à Halifax.

Développement social : à la base de l'épanouissement

C'est lorsqu'ils s'occupent de leur santé, envoient leurs enfants à l'école, prennent soin des plus vulnérables d'entre eux que les membres des CLOSM ressentent pleinement les possibilités de vivre et de s'épanouir dans leur langue.

Dans ces domaines, des initiatives de longue date et des projets ponctuels, répondant à des besoins circonscrits ou émergents, permettent aux CLOSM de s'épanouir et de profiter de la qualité de vie que le Canada offre à ses habitants, dans la langue de leur choix.

La santé, toujours une priorité

Les besoins en matière de santé des CLOSM ont continué à faire l'objet d'une attention particulière en 2011-2012, notamment dans le cadre du Programme de contribution pour les langues officielles en santé de Santé Canada. Un total de 26 accords d'une valeur globale de 38 millions de dollars ont permis des avancées significatives dans les trois grands domaines visés par le Programme :

- la formation et le maintien en poste des professionnels du secteur, la formation linguistique et l'adaptation culturelle;
- le soutien aux réseaux de santé (renforcement de réseaux existants et développement de partenariats);
- l'appui à des projets initiés par les communautés, qui visent à améliorer l'accès aux services de santé dans la langue de la minorité et priorisent les populations vulnérables (enfants, jeunes, personnes âgées).

Ainsi, le nombre de professionnels de la santé disponibles pour répondre aux besoins des membres des CLOSM a continué à augmenter : dans le cadre du partenariat entre Santé Canada et le Consortium national de formation en santé (CNFS), une initiative de la *Feuille de route pour la dualité linguistique 2008-2013 : Agir pour l'avenir*, 94 programmes de formation de niveaux collégial et universitaire, soit quatre de plus que l'année précédente, ont accueilli plus de 1 000 nouveaux étudiants, tandis que 596 autres finalisaient leurs études. Depuis ses débuts il y a trois ans, le Programme a permis de décerner plus de 1 500 diplômes à des étudiants, soit 42 % de plus que l'objectif initial poursuivi. Toujours avec la collaboration de Santé Canada, le CNFS a également appuyé les travaux de recherche de 82 étudiants francophones, créé 68 nouvelles occasions de stage en milieu francophone minoritaire et offert 231 séances de formation continue à un total de 1 442 professionnels de la santé à travers le pays. Parallèlement, au Québec, dans le cadre d'un partenariat avec l'université McGill, pas moins de 2 700 professionnels de la santé (médecins, infirmières, physiothérapeutes, responsables de l'accueil) ont pu parfaire leurs connaissances de leur seconde langue officielle.

Diverses rencontres entre des fonctionnaires de Santé Canada et leurs homologues provinciaux et territoriaux ont contribué à consolider l'appui des provinces et des territoires aux CLOSM. Dans le même esprit, les 35 réseaux locaux mis en place sous l'égide du Community Health and Social Services Network (CHSSN) et de la Société Santé en français ont eux aussi poursuivi leur travail de sensibilisation : ils ont notamment effectué des consultations approfondies auprès des communautés d'expression anglaise du Québec, réalisé un sondage auprès des communautés francophones de huit provinces et mis en place divers projets de promotion de la santé et des saines habitudes de vie qui visaient tout particulièrement les jeunes et les aînés. En Ontario, le gouvernement provincial a formellement donné à trois réseaux appuyés par Santé Canada, ceux de l'est, du nord et du sud, le statut officiel d'entités de planification des services de santé en français.

Développement social

D'autres institutions fédérales ont aussi contribué à améliorer la disponibilité des services de santé offerts aux membres des CLOSM. PCH, Statistique Canada et Santé Canada ont ensemble assuré la production d'un CD-ROM sur la présence de professionnels de la santé dans les CLOSM, qui a été largement diffusé. Ces informations précises et détaillées ont permis à des chercheurs de ces communautés d'approfondir leurs connaissances et leur compréhension des enjeux. Enfin, un projet pilote du CNFS financé par le Programme de reconnaissance des titres de compétence étrangers de RHDCC a facilité l'intégration au marché du travail d'immigrants francophones, professionnels de la santé au sein des CLOSM partout à travers le pays.

Mieux apprendre pour mieux réussir

Par l'entremise de PCH, le gouvernement fédéral collabore depuis plus de 40 ans avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour appuyer l'enseignement dans la langue des CLOSM, ainsi que pour offrir l'enseignement du français et de l'anglais, secondes langues officielles. Les résultats 2011-2012 de cette collaboration sont publiés dans le Volume 1 du présent rapport.

S'ajoutent à cet appui, diverses initiatives qui contribuent à augmenter les possibilités offertes aux membres des CLOSM d'apprendre dans leur langue et de recevoir une formation d'une qualité équivalente à celle offerte dans la langue de la majorité. C'est ainsi qu'en 2011-2012, FedDev Ontario a soutenu la création, par le Collège Boréal, de deux Centres de formation de la main-d'œuvre bilingues, à Toronto et à Windsor, en Ontario. Ce projet a pour but d'appuyer les jeunes qui veulent continuer leurs études dans la langue de leur choix. En plus d'identifier les besoins de formation, ces centres favorisent le réseautage entre les propriétaires de PME de la région à la recherche de personnel bilingue. On estime que quelque 600 personnes par année bénéficieront du projet.

Pour sa part, dans le cadre de son programme Ordinateurs pour les écoles, Industrie Canada a distribué un total de 1 111 ordinateurs dans les CLOSM à travers tout le Canada. C'est ainsi que l'Association francophone de Brooks, en Alberta, a reçu 15 ordinateurs pour le Centre des jeunes : ses responsables peuvent désormais aider les étudiants qui le fréquentent, souvent issus de l'immigration, à se familiariser avec les nouvelles technologies et à effectuer leurs travaux scolaires.

D'autres institutions fédérales facilitent aussi l'accès à des ressources pédagogiques dans les deux langues officielles. C'est notamment le cas d'Élections Canada, qui travaille régulièrement avec les associations nationales et provinciales d'enseignants mais aussi, spécifiquement, avec des associations d'enseignants dans les communautés francophones en situation minoritaire. En 2011-2012, Élections Canada a fait connaître ses ressources pédagogiques en matière d'éducation civique lors du congrès annuel de l'Association canadienne d'éducation de langue française, par le biais de sites web comme le portail AMEQ en ligne et au moyen de publications telles que *Le Point en administration de l'éducation*.

À Montréal au Québec, le Centre des sciences de la Société du Vieux-Port a poursuivi et approfondi ses collaborations avec différents organismes, écoles, spécialistes et groupes de parents, notamment avec les universités McGill et Concordia, dans le cadre du développement de ses expositions et de ses programmes éducatifs. La Société travaille aussi avec des écoles des deux commissions scolaires anglophones de Montréal, le English Montreal School Board et le Lester B. Pearson School Board, dans le cadre de son programme Éclairs de science. En Colombie-Britannique, l'Administration portuaire de Prince Rupert profite d'événements locaux pour faire valoir les compétences linguistiques de son personnel bilingue et pour encourager les jeunes – et les autres citoyens – à poursuivre des études en français langue seconde.

Les langues officielles au quotidien

Plusieurs institutions fédérales utilisent les relations privilégiées que leur mandat les amène à développer avec divers segments de la population canadienne pour contribuer à renforcer et à améliorer la qualité de vie des CLOSM et à faire la promotion de la dualité linguistique.

Développement social

En réponse aux besoins émanant de la communauté francophone de Toronto en Ontario, le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada a appuyé une initiative du Centre international de recherches d'experts consultants juridiques indépendants. L'institution a entrepris de recruter et de former dix bénévoles pour donner des ateliers de sensibilisation sur la protection de la vie privée et des renseignements personnels aux membres de la collectivité ethnoculturelle francophone de Toronto. Au cours de l'année, le Commissariat a également commencé à planifier un symposium de recherche et le financement de diverses initiatives, dont la production d'outils de sensibilisation radio et web par la Coopérative radiophonique de Toronto (CHOQ-FM).

Pour sa part, Condition Féminine Canada a initié un nouveau partenariat avec la Collectivité ingénieuse de la Péninsule acadienne, au Nouveau-Brunswick, et la Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle Écosse : les deux organismes ont uni leurs forces dans le cadre d'un projet visant l'élimination de la violence envers les femmes. Ces nouveaux maillages ont notamment débouché sur la création d'un site web en français, www.parcelles.ca, qui offre de l'aide et des ressources aux femmes des deux provinces.

Dans le cadre du programme Nouveaux horizons pour les aînés, RHDCC a fourni du financement à l'Association francophone de Campbell River, en Colombie-Britannique, afin d'accroître la participation sociale et l'engagement des aînés dans la communauté. Des aînés bénévoles ont organisé une série d'ateliers d'écriture autobiographique à l'intention de leurs pairs, favorisant ainsi la transmission d'un héritage linguistique et culturel au sein de la communauté.

À l'Île-du-Prince-Édouard, Anciens combattants Canada a engagé d'autres institutions dans l'action. Ainsi, en juin 2011, par l'intermédiaire du Conseil fédéral, Anciens combattants Canada a organisé une conférence d'une journée intitulée « Interagir pour s'enrichir » à laquelle participaient des membres de la Société Saint-Thomas d'Aquin, des représentants des gouvernements fédéral et provincial et des intervenants des collectivités acadiennes et francophones de l'Île.

Enfin, pour aider l'ensemble des institutions fédérales à communiquer plus efficacement avec les CLOSM, TPSGC a lancé en février 2012 une base de données en ligne qui recense les médias imprimés en milieu minoritaire. Cet outil interactif donne aux ministères l'assurance de joindre les membres de ces communautés, tout en respectant les lois et politiques qui régissent la publicité qui leur est destinée. Pour les médias en milieu minoritaire, qui sont pour la plupart des PME, les recettes des campagnes publicitaires gouvernementales peuvent constituer une importante source de revenus. La Commission canadienne de sûreté nucléaire, qui tient des audiences publiques sur des enjeux reliés au nucléaire, de même que Construction de Défense Canada, qui gère le parc d'installations du ministère de la Défense du Canada, ont utilisé ces médias au cours de l'année écoulée pour publier des avis et des offres d'emploi.

Le sport, source d'émulation et de fierté!

Le sport offre aux jeunes des CLOSM de belles occasions de se rencontrer, de participer à des compétitions et de s'affirmer.

Sport Canada a travaillé avec les comités d'organisation des Jeux du Canada, qui auront lieu à Sherbrooke en 2013, et des Jeux panaméricains et parapanaméricains de Toronto 2015 (TO2015), afin que les exigences du gouvernement du Canada en matière de langues officielles soient respectées dans la planification, l'organisation et la tenue de ces événements. La Société hôte des Jeux du Canada de 2013 à Sherbrooke a obtenu la collaboration de la Townshippers' Association pour s'assurer de l'engagement de la communauté linguistique minoritaire dans ces Jeux. Cette association s'est donné pour mission de promouvoir la langue et la culture anglaises tout en veillant à assurer la participation active de la communauté anglophone minoritaire à la vie locale. Le Comité organisateur de TO2015, l'Assemblée de la Francophonie de l'Ontario et la Fondation canadienne pour le dialogue des cultures ont signé un protocole d'entente visant la création du Forum francophone, qui concentrera ses efforts sur l'engagement de la communauté francophone de l'Ontario et conseillera les organisateurs en matière de langues officielles.

La recherche, pour préparer l'avenir

Au cours de 2011-2012, Statistique Canada a publié huit portraits statistiques détaillés sur les francophones de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador. Le partenariat établi au fil des ans entre Statistique Canada et PCH a aussi rendu possible la publication d'une monographie détaillée intitulée *Les langues au Canada : Recensement de 2006*, un outil de référence unique et indispensable pour quiconque s'intéresse aux langues officielles et aux divers groupes linguistiques composant le pays. L'entente conclue par Statistique Canada avec PCH, RHDC et Justice Canada a de son côté permis aux membres des communautés de profiter de son expertise et de tirer parti des avis et des conseils de ses spécialistes dans le domaine des statistiques linguistiques.

D'autres initiatives ont permis de mieux cerner des enjeux essentiels au développement et au mieux-être des communautés. Un partenariat entre l'Agence de la santé publique du Canada et le CHSSN a débouché sur la publication d'un rapport sur la santé des communautés d'expression anglaise du Québec, qui contient des recommandations précises sur les mesures susceptibles de mieux appuyer leur développement et leur vitalité. De son côté, dans le cadre d'un symposium interministériel de recherche tenu à la fin août 2011, Santé Canada a organisé un atelier sectoriel par vidéoconférence à travers le Canada. Les participants, issus des milieux gouvernementaux et communautaires, ont d'abord dressé un portrait de la recherche sur la santé des CLOSM. Ils se sont aussi entendus pour resserrer leur collaboration, y compris entre chercheurs francophones et anglophones, et pour créer des partenariats à l'image de celui qui lie le CHSSN et l'Institut de la santé publique du Québec.

RHDC a ciblé principalement la recherche dans les domaines de l'alphabétisation et de la capacité d'apprentissage des enfants au sein de communautés francophones en situation minoritaire. Dans le cadre de l'Initiative d'alphabétisation familiale mise en place sous l'égide de la *Feuille de route pour la dualité linguistique 2008-2013 : Agir pour l'avenir*, huit programmes, modèles et outils liés à l'alphabétisation familiale ont été élaborés et mis à l'essai auprès de différents groupes cibles : les nouveaux arrivants, les pères, les familles exogames, etc. Trois rapports ont aussi été produits sur les impacts d'un programme préscolaire sur le développement linguistique et culturel ainsi que sur la capacité d'apprentissage des enfants : la mise en évidence des résultats les plus prometteurs est particulièrement utile pour les parents, les fournisseurs de services et l'ensemble des communautés en quête d'outils performants à utiliser.

À retenir : une meilleure qualité de vie

La gamme des programmes et des projets qui concourent au développement social des CLOSM est particulièrement large. Les résultats de certains d'entre eux, notamment dans le domaine de la santé, sont rapidement mesurables – en 2011-2012, pensons aux 596 diplômés des programmes du CNFS, ou aux 2 700 professionnels de la santé du Québec qui ont amélioré leurs connaissances de leur langue seconde. L'importance des effets de certains autres, comme l'ouverture en Ontario de nouveaux centres de formation qui permettent à des jeunes de poursuivre leur apprentissage en français pourront être évalués à moyen terme – quelque 600 d'entre eux pourront en profiter chaque année.

Le fait que des adolescents récemment arrivés au pays aient eu, cette année, accès à un ordinateur au centre jeunesse qu'ils fréquentent, que des femmes aient pu obtenir de l'information dans leur langue sur la façon de contrer la violence dont elles peuvent être victimes ou témoins, ou que des aînés aient appris à raconter leur propre histoire et à en être fiers aura peut-être un impact plus difficilement mesurable. Mais à plus long terme, l'effet cumulatif de l'ensemble de ces initiatives appuyées par les institutions fédérales aura contribué à améliorer la qualité de vie dans les communautés qui en bénéficient. À son tour, cette qualité de vie leur permet de mieux contribuer à la vitalité et à l'épanouissement de la collectivité dont ils font partie.

Conclusion : des progrès sur tous les fronts grâce à des partenariats fructueux

Les nombreux programmes et projets brièvement présentés dans ce rapport témoignent du fait qu'en 2011-2012, les interventions des institutions fédérales se sont ancrées dans une compréhension de plus en plus approfondie des besoins et des priorités des CLOSM et des enjeux en matière de langues officielles. Ils confirment également que les partenariats de plus en plus étroits qui regroupent les institutions, les communautés elles-mêmes et une gamme élargie d'autres intervenants des secteurs public et privé sont la clé du succès de ces interventions.

L'élargissement des obligations de reddition de compte à l'ensemble des institutions fédérales a aussi jeté un éclairage nouveau sur la diversité des initiatives prises par ces dernières en appui aux CLOSM et à la promotion des deux langues officielles au pays. Il faudra attendre 2013-2014, soit la fin du premier cycle triennal entamé cette année, pour pouvoir prendre la pleine mesure de l'ensemble de ces interventions et des impacts qu'elles peuvent avoir dans toutes les sphères de la vie des communautés, partout au Canada. D'ores et déjà toutefois, le portrait qui en ressort est impressionnant.

Les résultats obtenus en 2011-2012 confirment la pertinence des démarches entreprises, mais aussi de l'approche qui les sous-tend, soit une approche fondée sur l'écoute des besoins exprimés et une volonté d'outiller les CLOSM pour qu'elles puissent elles-mêmes bâtir leur avenir. Une revue des nombreuses initiatives menées à bien cette année suggère aussi que leur succès tient autant au recours à des programmes à grande échelle qu'à des appuis parfois plus modestes et ponctuels, mais tout aussi essentiels. En ce sens, les efforts de concertation et de coordination entre les institutions fédérales et entre ces dernières et les communautés sont indéniablement déterminants.

L'engagement du gouvernement canadien de maintenir ses investissements à l'appui des langues officielles dans le contexte économique qui prévaut actuellement témoigne de l'importance qu'il accorde à ce dossier. À titre d'exemple, depuis plusieurs mois déjà, une vaste démarche de réflexion sur l'après *Feuille de route pour la dualité linguistique 2008-2013 : Agir pour l'avenir* a été amorcée. À compter de l'été 2012, le gouvernement a tenu à rencontrer les représentants des CLOSM de partout à travers le pays pour fonder son analyse des initiatives à prendre au-delà de l'horizon 2013. Cette ample consultation a également permis à des milliers de Canadiens de se prononcer en ligne sur les enjeux à prioriser en matière de langues officielles, les défis liés à l'amélioration de l'accès aux services et de leur qualité et les façons d'assurer une plus grande efficacité dans la livraison des programmes.

Annexe 1 - Institutions appelées à soumettre un rapport en 2011-2012

Les coordonnées des personnes-ressources pour la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO se trouvent à l'adresse suivante : www.pch.gc.ca/pgm/lo-ol/ci-ic/list_coord_08-fra.cfm

Administration du pont Blue Water
Administration portuaire de Belledune
Administration portuaire de Halifax
Administration portuaire de Hamilton
Administration portuaire de Nanaïmo
Administration portuaire de Port-Alberni
Administration portuaire de Prince-Rupert
Administration portuaire de Sept-Îles
Administration portuaire de St. John's
Administration portuaire de Thunder Bay
Administration portuaire de Toronto
Administration portuaire de Trois-Rivières
Administration portuaire de Vancouver-Fraser
Affaires étrangères et Commerce international Canada
Agence canadienne de développement économique du Nord
Agence de la santé publique du Canada
Agence de promotion économique du Canada atlantique
Agence des services frontaliers du Canada
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Air Canada
Anciens combattants Canada
Banque de développement du Canada
Banque du Canada
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme
Bureau de la sécurité des transports du Canada
Bureau du Directeur général des Élections
Bureau du Surintendant des institutions financières
Bureau du Vérificateur général du Canada
Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada
Centre national des Arts
Citoyenneté et Immigration Canada
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada
Commissariat à l'information du Canada
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada
Commission canadienne de sûreté nucléaire
Commission canadienne des droits de la personne

Annexes

Commission canadienne des grains
Commission canadienne du blé
Commission canadienne du tourisme
Commission de la Capitale nationale
Commission nationale des libérations conditionnelles
Conseil canadien des relations industrielles
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Conseil des Arts du Canada
Construction de Défense (1951) Limitée
Défense nationale
Développement économique Canada pour les régions du Québec
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Énergie atomique du Canada Limitée
Exportation et développement Canada
Financement agricole Canada
Fondation canadienne des relations raciales
Gendarmerie royale du Canada (Personnel civil)
Grefe du Tribunal de la concurrence
Industrie Canada
Justice Canada
Monnaie royale canadienne
Musée canadien des civilisations
Office de commercialisation du poisson d'eau douce
Office national de l'énergie
Office national du film
Parcs Canada
Patrimoine canadien
Pêches et Océans Canada
Ressources humaines et Développement des compétences Canada
Ressources naturelles Canada
Ridley Terminals Inc.
Santé Canada
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Service administratif des tribunaux judiciaires
Service correctionnel du Canada
Société canadienne des postes
Société d'assurance-dépôts du Canada
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.
Société immobilière du Canada Limitée
Société Radio-Canada
Statistique Canada
Téléfilm Canada
Transports Canada
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Tribunal d'appel des transports du Canada
VIA Rail Canada Inc.

Annexe 2 - Liste des abréviations et des acronymes

AAC : Agriculture et Agroalimentaire Canada

AJEFO : Association des juristes d'expression française de l'Ontario

APECA : Agence de promotion économique du Canada atlantique

BDC : Banque de développement du Canada

CanNor : Agence canadienne de développement économique du Nord

CEAQ : communautés d'expression anglaise du Québec

CEDEC : Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire

CHSSN : Community Health and Social Services Network

CIC : Citoyenneté et Immigration Canada

CLOSM : communautés de langue officielle en situation minoritaire

CNA : Centre national des Arts

CNFS : Consortium national de formation en santé

CAC : Conseil des Arts du Canada

DEC : Développement économique Canada pour les régions du Québec

DEO : Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

FCFA : Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada

FedDev Ontario : Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

FedNor : Initiative fédérale du développement économique pour le Nord de l'Ontario

GRC : Gendarmerie Royale du Canada

IDE : Initiative de développement économique

LLO : *Loi sur les langues officielles*

PCH : Patrimoine canadien

PME : Petites et moyennes entreprises

RDÉE : Réseau de développement économique et d'employabilité

RHDCC : Ressources humaines et Développement des compétences Canada

SCT : Secrétariat du Conseil du Trésor

TO2015 : Jeux panaméricains et parapanaméricains de Toronto 2015

TPSGC : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

YES : Youth Employment Services